

Richesse, argent et pouvoir : l'éphémère « miracle argentin » des réseaux de troc[1]

Heloisa Primavera, décembre 2002. [\[1\]](#)

Les réflexions ci-dessous présentent une lecture particulière du phénomène de la *monnaie sociale* comme construction collective à l'intérieur des réseaux de troc, au long de leur évolution : naissance, apogée et crise. Ainsi, et pour chercher des alternatives à la hauteur de la crise actuelle, construites par des acteurs sociaux qui pourraient se trouver parmi nos lecteurs, nous proposons le parcours suivant :

1. ***Tenter un nouveau dialogue autour de ce qui semble évident.***
2. ***Une relecture possible des réseaux de troc : argent et pouvoir.***
3. ***Des airs de Californie sur l'économie et la politique.***
4. ***Rendre le féminin visible dans la politique, à partir de l'économie.***
5. ***Ce que la presse ne montre pas, et qui n'est pas l'objet de recherches : les théorèmes du Soleil levant.***
6. ***David et Goliath, version troisième millénaire***
7. ***Bibliographie***

1. *Tenter un nouveau dialogue autour de ce qui semble évident*

Pour commencer cette conversation imaginaire, qui pourra se transformer en dialogue, nous proposons, comme exercice initial, de prendre du recul et de nous situer en l'an 3003, pour penser une date qui puisse apaiser d'éventuelles passions destructrices, générées par les événements de l'année en cours, et, en particulier, par le faux-pas des réseaux de troc.

Néanmoins, pour garder une certaine cohérence avec le cadre universitaire dans lequel se situe le programme de recherche et développement que nous dirigeons, il convient d'éclaircir que nous cherchons ainsi, justement, à exclure toute prétention d'*objectivité scientifique* : nous pensons non seulement qu'elle est impossible à atteindre dans ce cas, mais encore que, en général, elle n'existe pas. Les *valeurs* sont toujours présentes, avant, pendant et après, et il en va de même de l'idéologie, qu'elle soit explicite ou implicite. Plutôt que l'« objectivité » de la Science, nous avons choisi de viser ici la recherche de « pluralité » de perspectives convergentes – presque toujours incommensurables – et les différentes formes de rupture d'avec la « pensée unique » présentes dans le discours hégémonique. Même quand ce dernier prend la forme d'une pensée critique, il peut être déployé, et souvent de manière bien créative, par ceux qui se prétendent les gardiens de l'« objectivité » de la pensée universitaire.

Comme nous le savons depuis plus d'une trentaine d'années, le discours scientifique est toujours une expression raffinée de disputes d'intérêts profondes consacrées par la « science normale », jusqu'à ce que des anomalies croissantes commencent à préparer le terrain à d'autres perspectives, ou à un paradigme émergent qui viendra caractériser une nouvelle « science révolutionnaire » (Kuhn, 1972). Plus récemment, Bruno Latour (1988, 1989) a montré de manière extraordinairement claire comment se construit cette « objectivité », à partir de « faits » qui ne sont que le produit de séquences d'opérations linguistiques sur des « artifices d'opinion », construits dans des *micro-conversations* de laboratoire, et dont le coût – qui se chiffre en milliards de dollars – est subtilement occulté derrière la fiction du discours hégémonique. Dans le cas des Sciences sociales, plutôt qu'au travers de micro-conversations de laboratoires, cette construction a lieu au travers de créations de sens obtenues par des consensus territoriaux, à partir de l'usage de certains cadres de référence et de catégories conceptuelles, qui, pour leur part, génèrent des répétitions à l'infini dans des articles de publications spécialisées (par l'arbitrage d'autoréférences méticuleuses), l'édition de livres par des systèmes éditoriaux corporatifs (excluant quiconque ne respecte pas docilement les conventions définies par les tribus spécialistes), sans parler des communications et actes de Congrès internationaux, qui mobilisent également, chaque année, bon nombre des millions de dollars et garantissent la manutention des élites pensantes de chaque

pays à l'intérieur d'un système d'emploi stable, de plus en plus précaire, mais existant.

De nos jours, cette tâche cyclopéenne met en outre à profit l'apport significatif des communications digitales et de l'appui définitionnel des moyens de communication de masse qui, au jour le jour, construisent la « réalité qu'il faut voir » derrière chaque phénomène complexe, qu'ils réduisent presque inéluctablement à la pointe de l'iceberg...

Tout pour que la complexité ne nous lance pas dans le chaos du *changement de paradigme*, ni de sa possibilité ou, pire encore, ne nous astreigne à la *responsabilité* de créer de nouvelles catégories conceptuelles, qui mettraient la science « normale » au défi de devenir « révolutionnaire », ce que l'état actuel des relations sociales mondialisées mériterait bien. Même si ce genre de variations est fréquent en Physique et en Biologie, où il ne constitue pas vraiment une surprise, il est clair que son impact sur le monde en chair et en os a une inertie distincte de celle qui caractérise les sciences sociales et ses pratiques dérivées.

À nos yeux, ces dernières semblent victimes de la « peur du vide » de l'explication aristotélicienne de la chute des corps... La réalité nous écrase et notre pauvre capacité de prédiction et de projets de nouveaux scénarios est presque entièrement aux mains de la littérature classique, de l'essai et de la science fiction, comme le suggèrent Forrester (1999,2000), Eisler (2001) ou Bleichmar (2002), plutôt que dans celles de nouveaux créateurs de concepts (Deleuze,1997).

Voilà pourquoi, à partir de l'épistémologie constructiviste qui sert de cadre à ce travail fortement ancré dans la tradition d'auteurs comme Watzlawick (1989, 1994), Maturana (1980,1984), Varela (1992,1999) et Flores (1989, 2001), nous proposons d'abandonner toute prétention d'« objectivité scientifique » et de la remplacer par une posture de *responsabilité universitaire*, qui s'étend bien au-delà des cours et des publications que la rigueur exige à ceux qui choisissent de s'en tenir strictement à l'univers de l'emploi universitaire. Pour cela, il nous faut non seulement accepter la responsabilité de ce qui s'est passé, des « erreurs » commises par ceux qui ont mis la main à la pâte dans ce champ et ne se limitent à analyser de manière critique « ce qui s'est passé », mais veulent encore prendre sur eux la responsabilité de « ce qui se passe » et principalement « ce qui pourrait se passer » si nous nous aventurons hors de notre inévitable pensée unique. Cette tâche exige nécessairement que nous abandonnions l'inertie théorico-conceptuelle pour tenter de trouver de nouvelles approches et catégories capables de mettre un terme à l'aveuglement cognitif des postures spécialistes et corporatives (Primavera, 2000a).

Pour illustrer une posture d'application du principe de *responsabilité universitaire* dans l'approche du phénomène « argent », vu à partir des réseaux de troc, nous proposons cet encadré :

Il était une fois un petit pays, sans trop de mémoire mais avec beaucoup d'imagination.

S'il se distinguait par ses génies, comme Piazzola, Villegas, Mederos, Charli, Borges, Cortazar, Berni, Soldi, Iris Scaccheri, Cassano, Bocca, Varsavsky, Lola Mora, Alicia Moreau, Evita, Che, les Mères de la Place de Mai, Marta Pelloni et l'ineffable Professeur Diego, il a également produit les responsables de trente mille disparitions et les immolateurs de gamins imberbes aux pieds nus dans les îles froides du Sud, dont le nombre ternirait cette lecture.

De cette même argile, la créativité et l'intensité semblaient être les attributs communs.

Que pouvait-on donc attendre de l'évolution de ce premier club de troc de Bernal, né au son des râles d'un capitalisme au passé millénaire ?

Jusqu'à ce qu'il surgisse, pendant plusieurs décennies, dans de nombreuses régions du monde, les expériences de flexibilisation du système monétaire en vigueur avaient été locales, mornes, parfois même novatrices mais n'avaient jamais défié le système dominant à l'aube de sa mondialisation. Ils avaient plutôt été de simples palliatifs permettant de retarder de quelques minutes l'histoire du dénouement de la dernière étape de la barbarie passée. Ce n'était pas son cas. La mentalité effervescente de quelques-uns, alliée à l'attitude utopique d'autres et aux besoins de la plupart, ont créé une version bizarre de David et Goliath, qui s'est épanouie au début du millénaire passé : la simple utilisation de cet outil d'échange désuet marquait le début de l'agonie d'une civilisation qui confondait argent et richesse,...

La lutte n'a pas été facile. Le fantôme de la perte, qui se manifestait par des éruptions itératives de voracité et de peur du manque, enraciné depuis plus de cinq mille ans, la guettait et, de temps en temps, quelques tentatives sont restées en chemin. Mais après quelques batailles perdues, le malentendu historique et épistémologique quant au patrimoine de l'argent est devenu clair. Les gens ont compris que le marché n'était qu'un espace d'interaction où des êtres humains demandent ce dont ils ont besoin et offrent le produit de leurs talents, pour que chacun ait sa part. La richesse – qui a toujours été infinie – a finalement pu commencer à trouver un destin possible. De vieilles technologies de production en tout genre et d'anciennes technologies d'information ont été les grandes alliées de cette transformation qui a permis de réinstaller le paradigme de l'abondance. De cette étape nous avons tiré quelques leçons que les dernières civilisations monétaires nous ont léguées et qui, de nos jours, nous permettent de mettre à profit ce que nous ne saurions comprendre sans connaître l'Histoire. Ce qui suit est le récit de l'une des crises, vécue en pleine confusion épistémologique entre richesse et argent, due à l'aval des inégalités par les systèmes monétaires archaïques utilisés comme formes

de domination et de concentration des richesses de la planète. Cette crise a finalement permis de mettre le doigt sur le péché originel de la science économique primitive et d'avancer vers de nouvelles théories monétaires permettant d'abandonner le paradigme de la rareté et les mécanismes de concentration de richesses qui, à certains moments, ont menacé la survie même de l'espèce humaine, par la course sans fin de la puissance belliqueuse oisive accumulée jusqu'alors.

Si nous pouvions imaginer un récit semblable de futur anticipé dans les années 1950 qui prévoirait l'usage d'Internet, notre récit ci-dessus paraît non seulement être possible, mais encore aller de soi... Autrement dit, notre encadré cherche à nous inviter à la responsabilité d'ajouter à la recherche des anticipations de futurs possibles.

Parmi les catégories conceptuelles que nous utilisons, plutôt que d'attendre que d'« autres » les créent pour notre usage postérieur, nous pourrions utiliser notre imagination (Primavera, 2000b) et assumer deux responsabilités à la fois : non seulement nous préoccuper d'une compréhension fine du monde, mais encore nous occuper de sa transformation en temps réel, c'est-à-dire créer et mettre en pratique de nouveaux instruments plus efficaces pour redistribuer la richesse en fonction d'une justice sociale.

2. Une relecture possible des réseaux de troc : argent et pouvoir

Le premier club de troc en Argentine a été créé en 1995 et pendant plus six ans des initiatives ont pris place qui, lorsqu'elles se sont réunies, ont formé des réseaux de troc dans toutes les provinces du pays, et se sont ensuite étendues vers d'autres pays de la région. Il y a deux ans encore, il existait plus de cinq mille clubs et réseaux de clubs de troc très actifs, qui augmentaient significativement les revenus mensuels de très nombreuses familles. Ils étaient imprégnés du paradigme de l'abondance, auto-organisés, expansifs, différents et respectueux les uns des autres. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en un peu plus de six ans, les vingt-trois pionniers seraient rejoints par plus d'un million de personnes.

Soudain, le « crédit » - instrument d'échange utilisé dans ces réseaux – a perdu son crédit et tout s'est effondré !

Que s'est-il passé ? Quel rôle les différents acteurs sociaux de ce processus : universitaires, dirigeants politiques, la presse et les organisations de la société civile ont-ils joué ? Qu'avons-nous fait pour que cela ne fonctionne plus ? Que pouvons-nous faire, aujourd'hui, pour que cela ne se répète pas là où cette expérience n'a pas encore eu lieu ?

Quels nouveaux chemins sont de nos jours possibles si nous voulons récupérer cet instrument qui semblait donner une réponse inédite à la crise de l'emploi et au phénomène de l'exclusion ?

Pour une compréhension plus profonde que celle fournie par de simples chiffres de croissance des réseaux de troc, il nous semble pertinent d'analyser le phénomène du « crédit » comme *organisateur* des réseaux de troc en Argentine, en observant les différentes formes associatives, le rôle des différents acteurs sociaux et l'incorporation d'alliés au long du temps. Pour ce faire, nous diviserons son évolution en 6 étapes, dont nous essaierons souligner, de manière très synthétique, les différentes tendances de gestion de l'« argent privatisé » (Primavera, 1999) représenté par ses bons d'échange :

- I. Entre mai 1995 et septembre 1996 : peu de clubs, systèmes de comptabilité variés : *feuilles de calcul (planillas)*, livrets (*libretas*) centraux / *fiches (tarjetas) individuelles, tickets (vales) nominaux incessibles, tickets cessibles* : le premier « bon » ou « para-monnaie » (Blanc, 2000).
- II. Entre septembre 1996 et mai 1997 : multiplication des bons d'échange, les moyens de communication de masse s'intéressent au phénomène, gestion décentralisée des clubs, quelques tensions entre les groupes, principalement dans la région métropolitaine de Buenos Aires ;
- III. Entre mai 1997 et juillet 1999 surgit l'organisation des zones, au niveau de la région métropolitaine de Buenos Aires et ses débuts en province ; des luttes pour l'hégémonie du contrôle des bons dans les réunions mensuelles de « coordination » des zones commencent à être signalées.
- IV. Entre juillet 1999 et décembre 2000 deux événements fondamentaux prennent place : la refonte de La Bernalesa, comme une « mégafoire » où l'on commence à utiliser de l'argent et l'Accord avec la SEPYME (Secrétariat aux petites et moyennes Entreprises) du Ministère des finances argentin.
- V. Entre janvier 2001 et avril 2002 le mouvement connaît une croissance explosive – un débordement contrôlé - fortement appuyée par les médias et le supposé droit exclusif à « franchiser » le modèle défendu par le groupe fondateur : le réseau se scinde en deux modèles : RGT / RTS.
- VI. Entre avril et décembre 2002 : outre la crise économique, politique et sociale du pays, les réseaux subissent l'impact de leur propre crise : la surémission, la vente « ad libitum » sans aucun critère, et les falsifications des « *arbolitos* » (surnom des bons du

groupe fondateur dû au motif principal de leur face recto : un *ombú* [énorme arbre d'Amérique méridionale]) envahissent les rues dans une proportion qui provoque l'effondrement du système.

I. Entre mai 1995 et février 1996, les échanges avaient d'abord lieu entre peu de participants et concernaient peu de produits. Ils étaient enregistrés sur un *livret* centralisé et des *fiches* personnelles. L'« autorité » centrale était représentée par le groupe fondateur (deux ou trois personnes, selon l'époque), qui contrôlait les transactions de l'ensemble de membres, ne laissant aux mains de chaque participant que les informations sur ses propres opérations. Dans les premiers temps, ce système réunissait environ 50 – 80 membres du club de Bernal, puis ce premier club s'est dupliqué dans la ville de Buenos Aires et dans le Nord, à Olivos, toujours sous la tutelle du groupe fondateur, au travers de ce qu'il appelait lui-même son « Conseil assesseur » du PAR (Programme d'Autosuffisance régionale), cadre dans lequel avait été créé le premier Club de troc à Bernal, dans la Province de Buenos Aires. Quantitativement, il existait alors une dizaine de clubs mettant en jeu moins de mille personnes, dont le système comptable continuait sous la forme de livrets ou avait évolué vers des feuilles de calcul (*planillas*) contrôlées par ces mêmes clubs. Au niveau de la gestion, outre la région Sud de la conurbation de Buenos Aires, cela a représenté la période de plus grande autonomie des clubs. Actuellement, ce modèle persiste encore comme initiatives isolées dans quelques provinces mais aussi dans d'autres pays d'Amérique latine qui ont échappé à l'élan colonisateur du PAR dans sa tentative d'étendre ses bons d'échange à toute la région. Nous rappellerons que du point de vue de la gestion, même si son système d'enregistrement était différent, il correspondait à une variante du modèle LETS créé au Canada par Michael Linton en 1982 et encore présent dans des pays d'Europe, au Japon et en Nouvelle-Zélande (Primavera, 2001).

II. Entre mars 1996 et mai 1997, il s'en est ensuivi une période d'incorporation de nouveaux *produits et services*, avec l'adoption des *bons*, *tickets* ou « tickets-troc » (*tikettrueques*) dénommés « *crédits* », et qui a culminé sur l'organisation de la Journée « Rioplatense » de troc « multiréciproque » (*Jornada Rioplatense de Trueque Multiréciproque*), « présentation en société » sous l'auspice d'un premier allié : le Secrétariat à la Promotion sociale du Gouvernement municipal de Buenos Aires. À cette occasion se sont fait jour des tensions dans les groupes où des différences de styles de gestion et d'option d'ouverture à autres acteurs sociaux se marquaient déjà. Après une série d'apparitions dans les médias (journaux/revues, radios et télévisions) une croissance explosive des clubs a eu lieu et le dit « Conseil assesseur » du PAR (jusqu'alors société « de fait » sans autre statut juridique que sa légitimité en tant que groupe fondateur du premier club de troc) commence à perdre le contrôle face à la multiplication de nouveaux clubs, qui optent pour « l'émission » de leurs propres bons comme une manière de s'opposer à ces

leaders qui se voulaient les seuls. Le PAR, de son côté, énonce toute une série de « recommandations » en guise de « *principes* », « *traditions* » et « *directives de succès* », où l'on peut repérer des ressemblances avec les systèmes de marketing « multiniveau » et de vente directe qui connaissent leur apogée à cette époque-là. Plus récemment, ils ont reconnu publiquement, dans une entrevue donnée au journal *Veintitrés* (2002) que l'expérience « *a commencé comme un négoce, mais a échoué parce qu'elle a été appropriée par les groupes* ». Ce qui, à nos yeux, a constitué son véritable « succès », car les exclus du marché officiel « ont privatisé l'argent » et ont transformé en « monnaie sociale » (Primavera, 1999) un instrument qui avait été créé pour faciliter un négoce qui visait simplement à étendre la chaîne de commercialisation et à former des réseaux de distributeurs directs. Dans le cas du troc, une adaptation a eu lieu pour rapprocher producteurs et consommateurs et former la catégorie constitutive de « *prosommateurs* », dont tous les membres devraient être (en théorie, tout au moins) des producteurs et des consommateurs et recevoir une quantité égale de bons qui représenterait l'« emprunt solidaire » pour entrer dans le système.

Pendant cette période, les recommandations du groupe fondateur visaient à former une organisation en réseau destinée à maintenir un certain contrôle central et l'autonomie des clubs (désormais appelés Nœuds), avec des critères communs permettant des échanges entre nœuds en condition d'égalité. Le réseau commence également à se développer, bien que plus lentement, dans les provinces, et les différences de style de gestion et de maniement des crédits (déjà nombreuses) font que, dans la conurbation de Buenos Aires, des groupes s'organisent, qui se chargent de la cogestion des ensembles de nœuds à l'intérieur de chaque zone : ainsi prend forme un organisme de contrôle dénommé « Commission interzone », dont dépendent une zone Sud, restée sous la tutelle du groupe fondateur, une zone Capitale balbutiante, une zone Ouest, forte et peuplée, et une zone Nord, qui, ensemble, correspondent à l'ensemble de la région métropolitaine. À cette époque surviennent également les premiers signes de risque de ce que des déséquilibres, comme les surémissions, les falsifications et l'absence de contrôles croisés des comptabilités régionales, minent ce système de réseau. Sur décision de l'ensemble des « représentants » des nœuds intégrant les zones, il est décidé que :

- les nœuds d'une zone préexistante unifieront leurs bons, limitant le principe d'autonomie des nœuds ;
- chaque zone se chargera de l'émission, distribution et contrôle de ses bons, dans des conditions semblables aux autres, de manière à ce qu'ils puissent être utilisés dans les autres zones.

Les chiffres présentent déjà des données beaucoup plus significatives, qui estiment qu'il y a

environ 10 000 participants dans tout le pays, avec un usage des bons de zones dans les régions organisées, et de bons locaux dans les Nœuds indépendants. Durant cette période les différences de styles de gestion deviennent claires : la zone Sud n'était l'objet ni de bilans ni de contrôles de la part du groupe fondateur (comme si le fait d'avoir été les « initiateurs » les exemptait de cette obligation) ; les autres zones métropolitaines joignaient leurs forces en un système de gouvernement d'opposition au groupe fondateur. En province, à quelques exceptions près, les nœuds se maintenaient en marge de la dispute PAR / anti-PAR, ou gestion centralisée / cogestion, pour tenter de conserver quelques mécanismes démocratiques, pas toujours l'objet de consensus.

Il convient de signaler que, à cette époque, en raison des tensions à l'intérieur du PAR, l'un des intégrants du groupe fondateur a créé ce qu'il a appelé une première « micro-entreprise sociale virtuelle » avec son « propre bon » qui n'était autre que l'expression du droit de se différencier comme « inventeur » du système et d'émettre ce que Lietaer dénomme une « monnaie fiat », c'est-à-dire un monnaie basée sur rien : ce bon de l'« entreprise » Kosmet n'a pas résisté à la confiance qu'inspiraient les « *arbolitos* » et a été rapidement remplacé par ceux de sa zone géographique, quand les zones de la région métropolitaine se sont organisées.

III. La troisième étape est comprise entre mai 1997 et juillet 1999, et correspond à la consolidation des zones métropolitaines et à l'intégration à la Commission interzone de nouvelles zones du pays (Córdoba, Rosario, Entre Rios, Catamarca), et à l'inclusion de la capacitation, outre le contrôle de l'émission et la distribution des bons, dans les luttes pour l'hégémonie. Le système de gestion prévoyait des réunions mensuelles à l'intérieur des Nœuds, des zones et de la Commission interzone ; la zone Sud de la conurbation se divise et le bon PAR y perd son hégémonie. Cela provoque, en juin 1999, une réorganisation du « Conseil assesseur » qui, dans un espace cédé dans l'immense bâtiment de ce qui avait été l'une des plus grandes entreprises du secteur textile, relance le Nœud La Bernalesa, qui aussitôt jouera le rôle de « Banque Centrale » de la nouvelle structure. Si cette étape commence par le succès d'un rapprochement vers l'État, représenté par l'appui du Gouvernement municipal de Buenos Aires, qui a vu dans le troc « multiréciproque » un instrument de pratiques d'autogestion et de lutte contre l'exclusion, nous pouvons considérer qu'elle culmine sur le repli vers le privé qu'a représenté le lancement de la « Franchise Sociale » par le groupe fondateur, qui se donnait le droit d'être « le seul instrument légitime de reproduction du système ». Elle a également correspondu à l'éloignement progressif du groupe fondateur de l'espace de gestion collective du réseau de troc, jusqu'alors considéré unique et fort d'une grande mobilité entre les participants de tous les nœuds, avec ou sans l'usage de bons communs. À cette époque, l'on estime qu'il y avait environ 100 000 participants dans le pays et des initiatives balbutiantes développées en

Uruguay, au Brésil et en Colombie. La quantité de bons émis reconnue par le PAR était de 1 500 000 crédits, alors que les autres régions de la conurbation, sommées, n'atteignaient pas les 200 000.

IV. La quatrième étape s'étend de juin 1999, avec le lancement d'un nouveau Nœud dans le bâtiment de La Bernalesa, passe par un sommet représenté par la signature d'un Accord avec la SEPYME (Secrétariat aux petites et moyennes Entreprises) du Ministère de l'économie argentin en décembre 2000 et pour aboutir, en avril 2001, sur la scission en deux modèles opposés : le Réseau « global » de Troc et le Réseau de Troc solidaire – RGT / RTS. À partir de cette étape, le « Conseil assesseur » du PAR se réorganise, ferme son instance collective dénommée « groupe d'impulsion du RGT » et commence à promouvoir une « entreprise » dont la mise en œuvre exigeait environ 800 000 crédits (de « monnaie fiat »).

Le petit nombre d'intégrants du Conseil assesseur effectue cette émission – comme les antérieures et les postérieures – sans aucune consultation auprès d'une autre instance externe, sans aucune transparence préalable du projet pour privilégier ce qui, selon lui, était « le meilleur pour la croissance du système ».

La définition du projet mené à bien par les fondateurs du Club de troc est devenue évidente quand, en septembre 2000, un intégrant du « Conseil assesseur » du PAR a participé pour la dernière fois à la réunion mensuelle de la Commission interzone pour présenter un « bilan » (qui ne contenait que la quantité de bons émis mais pas leur destination finale ou potentielle) qui a été refusé par la session plénière. À ce moment-là, le total émis par le groupe fondateur, selon sa déclaration, était de 4,5 millions de crédits alors que bilan présenté dans la 2^e Édition de la publication « PAR INFORME » était d'à peine 37 000 unités.

Celui-ci n'a pas tenu sa promesse de revenir le mois suivant avec un « bilan détaillé » et, selon le témoignage de membres de La Bernalesa, il a commencé à créer une série d'associations civiles pour garantir la protection du nom « Réseau global de Troc », conférant alors un statut juridique à une nouvelle « Association des Amis du Programme d'Autosuffisance régionale » (AAPAR), association civile qui signe un accord avec la SEPYME pour promouvoir le troc sur tout le territoire argentin.

V. Entre janvier 2001 et avril 2002 le mouvement connaît une croissance explosive – un débordement relativement contrôlé, possiblement par l’insertion dans un organisme étatique qui devrait garantir une plus grande transparence des actions des désormais « assesseurs » de la SEPYME pour la diffusion du système de troc dans tout le pays ; l’Accord – inclus jusqu’à il y a peu sur sa page Web, leur a valu un appui solide des médias et la conquête facile d’un faux « statut juridique » de bons « nationaux » par les « *arbolitos* » – seuls bons émis sans contrôle collectif dans le Réseau de Troc initial. Le supposé « droit » exclusif à « franchiser » a également entraîné l’aggravation des différences d’avec l’autre modèle et en avril 2002 les 2 réseaux se sont séparés définitivement, ce qui a entraîné l’élimination des bons à usage commun.

Rappelons qu’en mars 2001, la AAPAR et la SEPYME ont organisé une « Mégafoire » avec la présence de plus de 30 000 personnes. Face aux dénonces de représentants d’autres zones, en mai 2001, la SEPYME s’ouvre à d’autres groupes de troc non alignés sur le groupe fondateur et, en juin, elle met un terme à sa relation contractuelle avec les intégrants du PAR, après avoir vérifié leurs actions dans les différentes provinces du pays.

Cette courte période de six mois a certainement suffi pour que le système de « Franchise Sociale » se multiplie de manière exponentielle, avec le supposé appui illimité du « gouvernement national », ce qui a débouché sur la diffusion des pratiques généralisées suivantes :

- Vente des bons d’échange à des prix variables (\$2-\$3,50 les 50 unités)
- Contrôle de la gestion intégrale (capacitation, contrôle des prix, émission et distribution des bons) par une structure hiérarchique éliminant le principe d’autonomie des Nœuds
- En peu de temps, les représentants de cette nouvelle structure ont adopté des conduites clientélistes et ont commencé à faire « leurs propres affaires » et à inciter les autres « leaders de quartier » à faire de même : la « vente » de crédits est devenue une pratique courante parmi les nœuds de la conurbation de Buenos Aires et de quelques zones de la Capitale fédérale.
- La « Franchise sociale » n’a pas vraiment réussi à établir un système fédéral et ses tentatives d’offrir une structure similaire à la Commission interzone se sont limitées à une réunion « fédérale » dans la province de San Luis.

VI. Entre avril 2002 et décembre 2002 prend place ce que les nœuds ont appelé le « boisement » létal ou encore « *Arbolito*, explosion et après ». Outre la crise économique, politique et sociale du pays, les réseaux subissent l’impact de leur propre crise : surémission,

vente « ad libitum » et sans critères, et les falsifications des « *arbolitos* » (surnom des bons du groupe fondateur dû au motif principal de leur face recto : un *ombú* [énorme arbre d'Amérique méridionale]) envahissent les rues dans une proportion qui provoque l'effondrement du système.

L'un des phénomènes les plus significatifs de cette période a été l'importance du rôle des médias (privés ou publics) dans la diffusion – souvent irresponsable, car ils croyaient aux « apparences » - et la construction dans l'imaginaire social du « club de troc » comme la panacée contre l'exclusion. Les fondateurs – après avoir été exclus des rangs de l'appareil étatique - reviennent sur le marché officiel et décident alors de modifier leur statut d'Association civile sans buts lucratif en Société anonyme, mieux adaptée à leur projet de croissance.

À nos yeux, le plus important est de montrer que le système n'a pas été blessé à mort par les falsifications – comme le prétendent les fondateurs – mais, bien avant, par la vente en masse de crédits, qu'ils avaient eux-mêmes promu comme un mécanisme (suicidaire) pour augmenter leur perception en *pesos* argentins, même s'ils étaient dévalués. C'est ainsi que ce groupe composé uniquement de professionnels au chômage est parvenu à réaliser quelque chose d'inouï, même dans ce pays : *ils ont privatisé la concession bancaire*. Avec leur Société anonyme, ils ont créé un mécanisme curieux pour offrir une nouvelle « para-monnaie », avec 17 mesures de sécurité. C'était une tentative – sans succès jusqu'à présent – de la ressusciter comme un mécanisme de combat contre la récession...

Leur imagination – toujours débordante – parvient à attirer l'attention de quelques personnalités internationales, qu'ils tentent de convaincre de leur action responsable dans la « construction » du Réseau GLOBAL de Troc, mais bon nombre de journalistes et de chercheurs, nationaux et internationaux, observent le phénomène *in situ* et se rendent compte de ce que nous savons tous : le système s'était effondré, non pas en raison de la fin de la convertibilité, mais de la voracité sans limites qui a inondé le marché solidaire de papiers sans valeur. Parce qu'ils les vendaient à pleines mains.

En résumé : *hyperémission, « inflation » et production sèche*. Les chiffres ont frisé les six millions de participants et les 200 millions de crédits « valables » (selon les fondateurs, les leurs) et environ 500 millions de crédits « frauduleux » (selon les fondateurs, ceux « des autres »). La presse a joué son rôle (*Veintirés*, 2002) et s'est calmée quand le thème a cessé de répondre à ses besoins conjoncturels.

A l'intérieur du Réseau de Troc solidaire, le phénomène de « discrédit » du crédit n'a pas été moins forte, parce qu'en réalité, la grande majorité des prosommateurs opérait avec des bons différents, dans des nœuds différents et l'« inflation » en crédits a provoqué un manque de matières premières et de production dans tous les nœuds, pas seulement dans ceux qui opéraient sous le système « franchisé ».

La situation varie beaucoup dans le pays : dans la Capitale fédérale peu de nœuds actifs subsistent, et nombre d'entre eux sont « fermés », c'est-à-dire qu'ils opèrent avec des bons locaux, pour garantir l'entrée de producteurs « réels » et non pas d'« acheteurs de bouts de papier » ; il en va de même dans les provinces, même s'il y existe encore des nœuds ou des zones autonomes qui opèrent avec les « *arbolitos* » préexistant, mais avec une gestion locale. La fraude de cette supposée « oxydation » des bons, que beaucoup d'imprudents avaient accumulé par milliers, pensant pouvoir réaliser leur rêve de posséder enfin leur propre maison ou une petite voiture qui les sauverait, se solde par des démissions ou quelques dénonces pénales qui sont en cours.

Pour dix mille « *arbolitos* » gagnés à la sueur de son front, l'imprudent porteur doit accepter qu'on évalue la « validité » ou non de ses bons, et selon un barème mystérieux qui ignore que la parité 1:1 a disparu bien avant la fin de la convertibilité, et en recevoir, en échange, 2 ou 3 mille « nouveaux » qui, en outre, n'ont aucune valeur : 5000 « crédits » la douzaine.

Le futur est en suspens : d'ici à quelque temps, la justice, peut-être, et, certainement, le sens commun et l'engagement militant de ceux qui continuent à croire en l'économie solidaire comme projet se prononceront.

3. Des airs de Californie sur l'économie et la politique

À la mi-2001, lors de la modération de la discussion sur la Monnaie sociale dans le cadre du Pôle de Socioéconomie Solidaire, promu par l'Alliance pour un Monde solidaire, pluriel et responsable (<http://money.socioeco.org>), nous avons inclus un texte de référence dénommé *Par-delà la convoitise et la rareté : le futur de l'argent*, entrevue de l'économiste belge Bernard Lietaer réalisée par la journaliste Sara Van Gelder, de la revue *Yes, revue de futurs positifs*, en 1998. Ce premier contact a généré une connaissance plus profonde de l'œuvre de cet économiste et un projet de collaboration en cours, dans lequel il nous a semblé pertinent d'inclure quelques

concepts de cet exemple de pensée à la fois inquiète et ouverte, à la recherche d'alternatives radicales... à la hauteur de la crise globale. Il nous intéresse tout particulièrement de présenter ses idées justement parce que, jusqu'alors, il ignorait l'expérience des réseaux de troc en Argentine.

Bernard Lietaer est fort de vingt-cinq ans d'expérience professionnelle dans les systèmes monétaires, à partir d'une ample variété de perspectives. Pendant quatorze ans, il a été consultant professionnel dans l'administration et travaillait avec des compagnies multinationales, des banques et des gouvernements de quatre continents. Lorsqu'il était directeur de la Banque centrale de Belgique, il a été l'un des co-projeteurs de l'ECU, le premier mécanisme de convergence qui s'est de nos jours traduit par la monnaie unique européenne. Il a également été président du système de paiement électronique de Belgique. Il a été professeur de finances internationales à l'Université de Louvain, et directeur général et négociant en monnaie (*money trader*) du Gaia Trust. Il est l'auteur de neuf livres, publiés en quatre langues. Les plus récentes sont *The Mystery of Money* (2000) et *The Future of Money* (2001). Il est actuellement professeur visitant au Centre pour le Développement durable de l'Université de Californie à Berkeley.

Selon son article écrit pour l'Encyclopédie internationale des Affaires de Bloomsbury, l'argent est un accord à l'intérieur d'une communauté pour utiliser quelque chose comme moyen de paiement. Actuellement, un changement important prend place dans la faculté de créer de l'argent, du système bancaire aux monnaies privées. Cela pourrait donner lieu à de nouvelles possibilités dans une ample variété de cadres, y compris dans la manière de faire des affaires et de faciliter les changements sociaux.

Quand nous nous demandons ce qu'est l'argent, nous constatons que les manuels d'économie définissent l'argent par ce qu'il *fait*, c'est-à-dire, par ses fonctions classiques d'étalon de valeur, de moyen d'échange et de réserve de valeur. Mais, en réalité, *qu'est-ce que l'argent ?*

La définition opérative de Lietaer est donc que l'argent est un accord à l'intérieur d'une communauté pour utiliser quelque chose comme *moyen de paiement*. Sous une perspective commerciale, l'argent est également le premier objectif d'une entreprise. Si une entreprise ne parvient pas à avoir une recette supérieure à ses dépenses d'argent, elle est condamnée à disparaître. Les manuels soutiennent que les entreprises sont en concurrence pour des marchés ou des ressources. En fait, elles sont en concurrence pour de l'*argent* et utilisent les marchés et les ressources dans ce processus. La preuve en est que, chaque fois qu'un marché ou une ressource en particulier se révèle moins prometteur au niveau financier, elles se rabattent

simplement sur des zones présentant une plus grande potentialité. Au vu de l'effort réalisé pour parvenir à capturer une partie du flux d'argent, il est curieux que l'on consacre si peu de temps à penser d'où vient l'argent ou ce qu'est l'argent.

Selon la définition proposée, il existe de nos jours toute une série de différents types de monnaies d'usage répandu. Nous pouvons distinguer :

Monnaies ayant cours légal : ce sont celles qui servent au paiement de toutes les dettes, publiques ou privées ; cela signifie que si quelqu'un a une dette et offre de la payer avec cette monnaie, quiconque la refuse peut voir cette dette déclarée nulle. Une dette importante payée de cette manière est l'impôt. En général, les *monnaies nationales* sont la seule monnaie ayant cours légal dans un pays.

Monnaies commerciales privées : il s'agit de celles qui sont couramment dénommées monnaies de fidélité, dont les plus connues sont les « points de fidélité pour qui voyage souvent ». Des compagnies téléphoniques, des supermarchés, des chaînes de librairie et le commerce électronique (*e-business*) émettent également, de nos jours, des monnaies de fidélité. *Les monnaies de troc sont autre type de monnaies commerciales privées.*

Monnaies complémentaires : monnaies acceptées pour des paiements, mais qui ne cherchent pas à remplacer mais à peine à compléter la monnaie nationale conventionnelle. Elles sont donc conçues pour fonctionner en parallèle avec les monnaies conventionnelles.

Monnaies à buts sociaux : monnaies complémentaires qui cherchent à résoudre une série de problèmes sociaux, comme les monnaies pour aider des personnes âgées, les monnaies pour le chômage ou les monnaies pour l'environnement.

Le secret pour créer de l'argent moderne est de parvenir à convaincre les gens à accepter une reconnaissance de dette (une promesse de paiement futur) comme moyen d'échange. Quiconque réalise cette condition peut recevoir un flux de recettes de cette procédure, par exemple, les intérêts sur l'emprunt qui a créé l'argent. Ces dites recettes sont appelées « seigneurage », un mot dérivé du droit du seigneur féodal (« *Seignur* » en ancien français) pour imposer l'usage de sa monnaie à ses vassaux.

Quatre aspects clef caractérisent notre argent national conventionnel. Nous pouvons affirmer que, de nos jours, l'argent est en général :

(1) géographiquement lié à un **État-nation** ; (2) qu'il est de l'**argent « fiduciaire »**, c'est-à-dire qu'il est créé à partir de rien, au travers d'une (3) **dette bancaire**, contre le paiement (4) **d'intérêts**.

Voilà pourquoi nous avons du mal à imaginer une monnaie quelconque qui *ne soit pas* celle émise par un pays donné, ou dans le cas de l'euro, d'un groupe de pays. Malgré tout, la grande majorité des monnaies historiques a été constituée, en fait, par des émissions *privées* effectuées par un souverain ou par une autre autorité locale quelconque. *Posséder une monnaie commune a créé une frontière informative invisible, bien que très effective, entre « nous » et « eux »*. Voilà pourquoi les monnaies nationales sont perçues comme un attribut distinctif de l'indépendance d'une nation.

La simple question « D'où vient l'argent ? » nous conduit au monde de la magie. L'argent, de nos jours, est de l'argent « fiduciaire », c'est-à-dire, *qu'il est créé à partir de rien*. De fait, chaque livre, dollar, euro ou toute autre monnaie nationale en circulation a commencé comme un prêt bancaire, soit par le gouvernement ou par une entité privée. Tout comme un magicien attire l'attention sur le foulard qu'il agite sur son chapeau avant que le lapin ne surgisse, l'argent bancaire a un voile additionnel. Dans le processus de création de l'argent, l'attention se dirigera sur des aspects techniques ennuyeux, comme les mécanismes pour stimuler la compétition entre les banques pour les dépôts, les encaissements légaux et le rôle de la Banque centrale dans le réglage des rouages du système. Bien que tous ces aspects techniques aient un objectif parfaitement valable (comme le foulard), ils régulent simplement combien d'argent fiduciaire chaque banque peut créer (la quantité de lapins qui peuvent sortir de chaque chapeau).

La dernière caractéristique évidente de notre argent sont les intérêts. Ici, à nouveau, nous avons tendance à oublier que pendant la plus grande partie de notre l'histoire les intérêts n'ont pas été une caractéristique de l'argent. De fait, les trois « religions de la Bible » (le Judaïsme, le Christianisme et l'Islam) ont proscrit catégoriquement l'usure, définie comme *tout* intérêt sur l'argent. L'application d'intérêts sur les prêts qui créent de l'argent a un effet pénétrant sur la société. par exemple :

1. Les intérêts **stimulent** de manière indirecte **la compétition systématique** entre les participants du système, parce que seul le capital peut être créé par un emprunt, pas les intérêts.

Quand quelqu'un paie des intérêts, il utilise, en fait, le capital d'une autre personne.

2. Les intérêts **concentrent la richesse** favorisant une minorité au détriment de la grande majorité. Il convient de souligner que, quand les intérêts sont devenus légaux, les pays démocratiques ont senti le besoin d'introduire une fiscalisation progressive pour équilibrer ce processus de concentration des richesses.
3. Les intérêts alimentent constamment le besoin d'une **croissance économique interminable**.
4. Finalement, les intérêts programment les fonctionnaires supérieurs influents à **penser à court terme**. La technique d'Actualisation des Flux de Fonds montre pourquoi les recettes ou coûts futurs peuvent être actualisés jusqu'à un point inapplicable quand on utilise une monnaie qui permet les d'intérêts.

Dans sa longue étude intitulée « *L'histoire de l'argent de l'Antiquité à nos jours* », Glyn Davies (1994) signale que pendant ses cinq mille ans d'existence il n'y a eu que deux innovations fondamentales dans la technologie de l'argent. La première a été le *papier monnaie*, inventé en Chine au IX^e siècle, qui s'est étendu à l'Europe Occidentale à la fin de la Renaissance. Il a permis un transfert du pouvoir de créer de l'argent des rois et empereurs vers le système bancaire. Nous nous trouvons actuellement au beau milieu de la deuxième innovation fondamentale : *l'argent électronique*. De nos jours, plus de 95% de l'argent existant dans le monde a la forme de *bits* et *bytes* dans les ordinateurs de banques et d'agents de change (*brokers*). Tout indique que ce nouveau revirement de la technologie peut également impliquer un changement dans le pouvoir de créer de l'argent.

Alors que les monnaies conventionnelles de dette bancaire maintiendront leur condition privilégiée de monnaie ayant cours légal dans la plupart des pays, d'autres types de monnaies pourraient se transformer en « monnaies d'usage courant ». Les monnaies commerciales privées ont certainement déjà brisé le monopole de l'argent conventionnel comme moyen de paiement. Au départ, les « monnaies » de voyages fréquents des compagnies aériennes étaient à peine une ruse de commercialisation émise par chaque compagnie aérienne de manière individuelle. Mais de nos jours, par exemple, 2/3 de tous les points fidélité de British Airlines sont utilisés pour autre chose que l'achat de billets d'avion. Sainsbury, la plus grande chaîne de supermarchés du Royaume-Uni, les accepte maintenant comme moyen de paiement dans ses établissements. Le

troc commercial – d’abord considéré comme une manière « primitive » d’échange - connaît maintenant une croissance de 15% par an, trois fois plus que les opérations réalisées en monnaies normales. BarterNews estime que les affaires de compensation facilitées par des agents de change (*brokers*) s’élèvent maintenant à environ USD 10 milliards par an. Le commerce compensatoire, terme technique pour désigner l’échange entre entreprises internationales, est plus significatif encore. Le Département de Commerce des États-Unis, l’Organisation mondiale du Commerce (OMC), et *The Economist* estiment tous qu’il a atteint un volume énorme, entre USD 800 et 1.200 milliards par an. Cela représente entre 10% et 15% de tout le commerce international ! *Fortune* informe que deux des principales compagnies mondiales sur trois réalisent maintenant ces opérations de manière routinière, et il existe des départements spécialisés consacrés à ces transactions.

D’un autre côté, les *monnaies complémentaires à buts sociaux* ont connu, de manière similaire, une croissance explosive pendant ces quinze dernières années. En 1984, il n’existait qu’un seul de ces systèmes. En 1990, on en comptait presque cent dans le monde entier. De nos jours, il en existe plus de 3 000 différents !

Il existe une ample variété de buts sociaux derrière ces dits systèmes monétaires complémentaires locaux. Ils varient de l’aide aux personnes âgées au chômage local ; de la restauration de l’esprit de communauté dans un quartier aisé près de Washington D.C., à l’éloignement des jeunes des drogues et de la délinquance dans les quartiers pauvres de Chicago ; ils fonctionnent dans la ville de Mexico aussi bien que dans des villages de pêcheurs au Canada ; ils peuvent avoir recours à des systèmes de basse technologie basée sur le papier à Berkeley, Californie, ou à des étiquettes intelligentes de technologie élevée en Asie ; ils peuvent être projetés pour des petits groupes de 50 personnes en Australie, ou pour une ville de 2,3 millions d’habitants au Brésil ou encore de 10 millions au Japon.

Même si la plupart de ces systèmes ont été mis en œuvre par des activistes locaux avec un petit budget, de nos jours, les gouvernements en soutiennent aussi activement quelques-uns :

- Le chantier de planification de la ville de Curitiba, capitale de l’État du Paraná dans le sud du Brésil, a lancé et administre depuis 25 ans une monnaie locale qui pourvoit maintenant environ un tiers de tous les revenus de ses citoyens, et a été la clé de son développement extraordinaire qui en a fait la « ville la plus écologique du monde », selon les normes de l’ONU ;

- en Australie et en Nouvelle Zélande les autorités locales financent le lancement de monnaies locales dans des centres présentant un taux de chômage élevé ;
- aux États-Unis, l'administration fiscale a officiellement déclaré l'un de ces systèmes (Time-Dollar) exempt d'impôts ; à l'heure actuelle, 31 États paient leurs propres employés pour implanter ces systèmes ;
- au Japon, le Chef du département de Services du Ministère du Commerce et de l'Industrie internationale (MITI) a initié 40 « projets écomonétaires » expérimentaux différents, pour choisir des modèles mieux adaptés à une application générale dans tout le pays ;
- au Royaume-Uni, en 2001 le gouvernement Tony Blair a financé la mise en place d'une Banque de Temps à Londres, au prix de 500 000 livres sterling.

Même s'il existe beaucoup de différences entre eux, l'important ici est ce qu'ils ont en commun :

- *95% de ces systèmes sont administrés par ordinateur ;*
- *Ils ont déjà démontré qu'ils peuvent résoudre des problèmes sociaux de la vie réelle sans grever les contribuables ni les budgets gouvernementaux ;*
- *la grande majorité opère sur petite échelle et se maintient délibérément sur une échelle locale.*

Le seul système bien établi de nos jours (le WIR en Suisse) compte actuellement 80 000 membres. Il inclut un quart de toutes les petites et moyennes entreprises du pays, et affiche un chiffre d'affaires de USD 2 milliards.

Ce qui intrigue peut-être le plus, quant à ces phénomènes, est qu'ils ont démontré la fausseté d'une hypothèse implicite en économie, et qui date de l'époque d'Adam Smith : *l'argent doit avoir une valeur neutre.*

De fait, aussi bien le travail empirique sur le terrain que la recherche théorique ont démontré que *l'usage de différentes classes de monnaie n'affecte pas de manière significative la conduite et les relations des personnes qui les utilisent.*

Il est également intéressant qu'aucun des 3 000 systèmes monétaires complémentaires à buts sociaux qui ont surgi spontanément ces 15 dernières années n'ait incorporé des intérêts,

alors que ceux-ci existent invariablement dans toutes nos monnaies nationales conventionnelles.

Ces innovations monétaires offrent de nouvelles possibilités pour que les entreprises utilisent leur existence comme capital de travail ou pour que les questions sociales soient affrontées avec moins d'argent des contribuables.

Laissons le dernier mot sur le futur de l'argent à Georg Simmel (1900 !), philosophe allemand, auteur d'une étude encore inégalée sur la philosophie de l'argent : « *Le débat sur le futur de l'argent n'est pas autour de l'inflation ou de la déflation, des types d'échange fixes ou flexibles, de l'étalon-or ou du papier monnaie ; il se situe autour de la classe de société où l'argent doit fonctionner.* »

Finalement, pour incorporer quelques-unes des idées de Lietaer aux types d'instruments utilisés dans les réseaux de troc, il n'y a aucun doute de que le bon de La Bernalesa (l'« *arbolito* » du PAR) constitue une *monnaie commerciale privée*, alors que les bons des clubs et réseaux de troc solidaires constituent une monnaie *complémentaire à buts sociaux*.

Notre responsabilité dans ce problème, pour nous qui avons vécu ce processus de près ou de l'intérieur, est que nous ne nous en sommes pas rendu compte à temps pour pouvoir les séparer d'abord dans leur cadre d'application.

4. Rendre le féminin visible dans la politique à partir de l'économie

L'interprétation que nous proposons pour construire un nouvel observateur capable d'innover dans ses propositions est que, par-delà tous les aspects régressifs associé au *club de troc* (et dans ce sens leur nombre est, sans aucun doute, un handicap), les expériences novatrices de monnaies complémentaires, comme les monnaies sociales locales, le bon du club de troc, les banques de temps, les systèmes de crédit mutuel, ont amorcé un mouvement – très lent - de récupération du paradigme de l'abondance dont nous parlent B. Lietaer et M. Kennedy, comme possibilités pour redessiner le système monétaire mondial.

D'une multiplicité de travaux qui ont étudié d'autres formes d'économie solidaire, comme les expériences de coopératives populaires de production et consommation, les groupes d'achats

collectifs, les organisations de commerce équitable, la consommation éthique, les programmes de microcrédit, les initiatives économiques de femmes entrepreneuses, parmi tant d'autres, l'on conclut qu'il existe une corrélation et une potentialité de développement élevées entre le *féminin*, en tant que style de gestion dans différents cadres sociaux, *la monnaie sociale et le nouveau paradigme économique* (Primavera, 2001) :

1. *Un nouveau paradigme pour dépasser le néolibéralisme peut être construit en unissant le féminin et l'économie, de manière à produire une abondance durable et à éliminer la rareté.*

2. *Des systèmes d'échange non monétaires comme les banques de temps, le crédit mutuel, les monnaies locales et les différents types de monnaies sociales sont la nouvelle monnaie qui créera les conditions pour instaurer ce paradigme.*

3. *Une politique économique éthique et écologique, compatible avec des finances solidaires, un commerce équitable et une consommation critique et responsable peuvent être redessinés de manière à créer de nouvelles relations entre l'État, le marché et la société civile.*

Le paradoxe du troisième millénaire est que bien que la population totale du monde ait augmenté à des niveaux qui semblent insupportables pour les ressources de la planète, en réalité, des calculs très rigoureux montrent également que, de nos jours, seuls 2% de l'humanité suffiraient pour la maintenir... si nous le voulions vraiment ! Pour en revenir à Bernard Lietaer (2001), sa perspective se fonde sur la Psychologie collective de C.G.Jung et les effets de l'impossibilité d'expression des archétypes de l'inconscient collectif, selon laquelle la répression d'un *archétype* provoque la manifestation de ses deux ombres. Ainsi, par exemple, quand l'archétype Souverain (tout-puissant / juste) est réprimé, ses ombres complémentaires le remplacent : le Tyran et le Lâche, qui expriment, l'une, l'incompétence à exercer la justice, et l'autre, le peur d'apparaître comme tel !

Selon Lietaer, il en va de même de la distribution de la richesse, qui n'est autre que le résultat des pratiques dérivées la « science » économique : l'archétype de la Déesse Mère (toute généreuse / toute équitable), telle qu'elle apparaît dans *l'organisation du foyer* pour la distribution des ressources, une fois réprimé, s'exprime par ses ombres : la *voracité* et la *peur de la rareté*, ce qui explique parfaitement qu'un maître d'école écossais appelé Adam Smith ait observé beaucoup *de convoitise et de rareté* autour de lui et ait assumé que cela était « normal » dans le *modus operandi* des sociétés civilisées... Ainsi naissait l'économie moderne, qui voit dans cette

perspective une manière d'administrer des *ressources rares*, au travers du mécanisme individuel, perçu comme *convoitise / peur de la rareté*, à la lumière de la répression du paradigme de l'abondance.

Des études récentes d'organismes comme la FAO reconnaissent que la technologie disponible actuellement permet de produire des vivres et du bien-être suffisant pour CINQ humanités... ce qui montre bien la vigueur du *paradigme de la rareté*, dans lequel les enfants que nous laissons mourir du SIDA en Afrique ou d'isolement techno-culturel et de faim dans la Quebrada de Humahuaca apparaissent comme une fatalité.

Voilà bien, ce qui n'est pas rien, même si nous prenons leur échelle en considération, la prouesse des réseaux de troc en Argentine qui, en à peine six ans, ont montré quelque chose d'aussi dramatique que cela :

Nous vivons dans l'erreur ! Le marché n'a pas besoin de « cet » argent rare pour consommer, si tous les autres éléments sont présents : matière première, connaissance, producteurs et consommateurs organisés, avec une variété et une échelle compatible !

Un petit club de troc, dans son autosuffisance précaire, n'est rien d'autre que la matérialisation de cette équation merveilleuse qui montre qu'il y a longtemps que le roi est nu !

$$M = mp + co + P + C + \text{information} [2]$$

Les questions évidentes que nous ne pouvons pas ne pas nous poser et les réponses que nous ne pouvons cesser de chercher sont :

POURQUOI LA MONNAIE EST-ELLE RARE DANS L'HÉMISPHERE SUD ?

PORQUOI, PAR RAPPORT À LEURS PRODUITS INTERNES BRUTS RESPECTIFS, L'ARGENTINE POSSÈDE-T-ELLE UNE MASSE MONÉTAIRE EN CIRCULATION CINQ

FOIS INFÉRIEURE À CELLE DE L'ANGLETERRE ?

S'AGIT-IL DE DÉCISIONS DE POLITIQUES ÉCONOMIQUES ?

OU SIMPLEMENT DE LA POLITIQUE ?

Si le Fond monétaire international s'est récemment opposé à l'émission de bons provinciaux, nous pouvons nous demander s'il ne cherche pas à faire obstacle aux transactions entre voisins qui montrent que cet *autre marché est possible et déjà est en marche...*

Si, depuis les programmes de combat contre la pauvreté (vision typique du paradigme de la rareté...), l'on parle d'une *féminalisation de la pauvreté* et d'une *infantilisation de la pauvreté*, c'est parce que les femmes et les enfants sont justement les acteurs par excellence de l'économie occulte, de celle qui n'apparaît pas dans les comptes nationaux.

Personne ne saurait ignorer que 80% des membres des clubs de troc sont des femmes (très souvent accompagnées et aidées par leurs enfants) et que le style de gestion féminin correspond « culturellement » au paradigme de l'abondance : faire que le peu parvienne à beaucoup, éviter le gaspillage...

Des femmes, des enfants, et des travailleurs/travailleuses volontaires – militants ou chômeurs désenchantés – sont les *complices involontaires du malentendu* des comptes nationaux qui les excluent parce que leur argent est rare et leur emploi précaire... Donc, tout ce travail n'est pas inclus PARCE QU'il n'est pas rémunéré... et, certainement, il n'est pas rémunéré pour soutenir le paradigme de la rareté, si essentiel au capitalisme néolibéral dans son agonie.

5. Ce que la presse ne montre pas, et qui n'est pas l'objet de recherches : les théorèmes du Soleil levant

Comme nous l'avons anticipé au début de ces réflexions, les médias contribuent de manière permanente et soutenue à la « construction de la réalité ». Il nous faut reconnaître que le « phénomène » des réseaux de troc n'a été l'objet d'attention de l'université, en Argentine, que quand ses membres se comptaient déjà par plusieurs dizaines de milliers ! En retard par rapport aux universités européennes, nord-américaines et asiatiques, les centres de recherche argentins n'ont étudié la « rareté » que quand les médias en bombardaient les écrans et les pages en quantité... insupportable ! Non par hasard, il nous manque des catégories théoriques nouvelles pouvant rendre compte du fait que 60% de la population économiquement active a participé au moins une fois à un club de troc, puisque les catégories d'emploi ne parviennent déjà plus à décrire le monde du travail. Non par hasard, un programme d'alphabétisation économique (Primavera 2002) qui vise la construction de la citoyenneté est considéré comme une bizarrerie n'ayant pas sa place dans le programme d'enseignement en vigueur.

Les médias voyaient des foires et montraient des foires. Ils voyaient des « petits bouts de papiers coloriés » et les assimilaient à ceux du Monopoly... Plus il y avait de gens dans les foires, plus ce thème gagnait de l'espace dans les médias !

Ce qui se découvrait dans un quartier émergent où l'on essayait de resignifier l'économie, la richesse et l'argent ne pouvait donc pas passer aux « informations ». Voilà pourquoi nous en profiterons pour rapporter la naissance, en octobre 2001, peu de temps avant la catastrophe économique, quand, dans le quartier de Bajo Flores à Buenos Aires, le groupe de participants que faisait ses débuts dans l'économie solidaire et apprenait à « fabriquer » son propre argent, énonçait solennellement ce qui serait connu comme les trois THÉORÈMES DU SOLEIL LEVANT. Théorèmes, parce qu'il s'agissait de propositions soumises pour que d'autres les démontrent et Soleil levant, parce que c'était le nom du nœud de troc récemment inauguré... Quand nous nous sommes demandé comment nous pourrions partager ces résultats, ont surgi les idées-force suivantes :

1. La pauvreté n'est qu'un simple malentendu.

« **Pauvre est celui qui se sent mal avec ce qu'il a, et fait preuve de mauvaise volonté à la recherche de ce qu'il veut et croit ne pas mériter** » (Clara)

« **La pauvreté, c'est ne pas savoir rire de soi-même** »(Pablo)

2. La solidarité, sérieusement, c'est la meilleure affaire.

« *Dans le troc nous sommes solidaires parce que, obligatoirement, tout le monde est pour tout le monde, sinon il n'existe pas de troc...* » (Marta)

3. La prospérité est un point de départ, pas d'arrivée.

« *J'ai mes enfants, j'ai mes mains pour travailler et ma bouche pour parler... Je regarde les autres femmes qui n'ont presque rien de cela ! Je me suis récemment rendu compte que je n'aurais rien pu faire si j'avais été comme elles !* » (Inés)

Comme le pacte avec le groupe était que tous les usagers postérieurs des théorèmes devaient « les démonter », je ne peux pas violer cet engagement et vous raconter comment l'on y parvient, à partir de notre version des choses. Par contre, je suis autorisée à vous raconter que cette journée a été une révélation pour tous ; pour le moins, c'est ainsi qu'elle a été transmise après la rencontre, dont la phrase finale a été :

« *Le troc sera solidaire ou il ne sera pas !* »

Mais, par-delà la curiosité de l'innovation, dans le Programme d'Alphabétisation économique destiné à construire la citoyenneté, ces trois théorèmes montrent jusqu'à quel point les idées de *pauvreté / richesse / vivre bien* peuvent être travaillées dans tout contexte, si nous le faisons de manière appropriée ; ils montrent la possibilité de resignifier des mots aussi cristallisés que *solidarité* et *négoce*, dans un projet plus ample que le troc, un projet d'économie solidaire dans une démocratie qui se radicalise ; et, finalement, ils montrent que la notion même de prospérité peut être travaillée à partir de ce que chacun *possède déjà en abondance* et les résultats en sont une valorisation immédiate des talents que la plupart détient de manière occulte, parce qu'ils ne sont pas toujours reconnus comme tels s'il ne sont pas sollicités.

6. David et Goliath, version troisième millénaire

La lutte – comme le croissance économique – est truquée et inégale. Nous ne prétendons pas faire ici une apologie des réseaux de clubs de troc, qui viennent de montrer comment il est possible de succomber à l'impulsion du paradigme de la rareté : voracité et peur de la perte (de

pouvoir ? de prestige ? d'argent ?) ont fait exploser la bulle d'abondance, construite au long de six années d'un énorme travail, en quelques mois...

Ce que, par contre, nous voulons récupérer, c'est que, malgré les déviations qu'ils ont subi en Argentine, ils ont inauguré une forme d'émancipation monétaire, probablement beaucoup plus inspiratrice pour la Politique que pour l'Économie...

S'il nous fallait synthétiser en peu de mots ces succès, nous dirions que l'expérience accumulée des réseaux de troc en Argentine nous permet de remettre en cause quelques suppositions pas du tout triviales pour changer notre vision des politiques publiques, pour ce qui est de la nature même de l'argent et de l'économie comme processus :

- *Une grande proportion de besoins des personnes exige essentiellement matière première, connaissance, producteurs et consommateurs organisés sur une échelle appropriée pour former de manière stable la grande majorité de la population et l'inclure. Il s'agit d'un marché qui fonctionne sans argent et occupe une fraction importante du marché total, principalement avec le travail non salarié des femmes et du bénévolat.*
- *La rareté de l'argent comme condition causale de la pauvreté est une sophisme épistémologique qui alimente un projet idéologique d'exclusion.*
- *La monnaie sociale est un outil pacifique capable de construire la citoyenneté politique à partir de la citoyenneté économique*
- *La femme et le volontariat sont les acteurs principaux du marché souterrain qui reproduit la société elle-même.*
- *Le style de gestion féminin correspond à la récupération du paradigme de l'abondance : au centre se trouvent l'aide aux autres et la distribution juste, valeurs opposés au paradigme de la rareté, en vigueur sur le marché capitaliste.*
- *Les monnaies sociales permettent à la fois la construction du bien-vivre des personnes et le respect pour l'environnement que nous lèguerons aux générations futures.*

Nous croyons donc que comme instrument de construction politique, les réseaux de troc sont absolument insuffisants. Mais ils pourront certainement, alliés à d'autres stratégies, servir de *tremplin* potentialisateur de ces deux outils si transformateurs que sont, par exemple, le microcrédit et le budget participatif.

Articulés, ces trois outils représentent les armes de notre *David*, la fronde en construction, irréprochable, avec laquelle nous pouvons déjà affronter le géant qui ne semble pas disposé à quitter ses bases.

Bloquant notre progression, nous trouvons les armes de *Goliath* bien représentées par l'impeccable *triangle pervers* du capital financier, outil fondamental du capitalisme de la mondialisation, comme le propose Ceci Juruá (2002) : les mécanismes acceptés de paiement de la dette externe des pays pauvres s'articulent sur le capital concentré dans les *fonds de pension* des pays riches et des riches des pays pauvres, pour terminer leur itinéraire de concentration définitive de la richesse dans les *paradis fiscaux*, où se consomme cette fine architecture du jeu supérieur du grand casino international, avec ses bourses de valeurs que ne dorment jamais...

Si nous voyons les choses sous cet angle, à partir de cette espèce de *guerre sainte soutenue du bas vers le haut*, nous pouvons ancrer nos interprétations sur de nouvelles bases, où la lutte – certainement cruelle et considérable – devient toutefois plus... possible ! Ce qui n'est pas rien. Elle est vue comme possibilité d'entrelacer cette trame de *tout ce qui existe déjà* et est isolé, pour rendre visible tout ce que nous avons (logique de l'abondance) et non seulement ce qui nous manque (logique de la rareté). Nous y voyons la possibilité de construire une citoyenneté active et responsable, capable d'affronter cette lutte ancrée au plus profond de nos croyances, indépendamment du temps que cela nous prendra.

Ou quelqu'un croit-il encore réellement que les pays riches, si bien appuyés par le FMI et la BM, et secondés par l'OMC et les fonds de pension, vont offrir aux pays pauvres l'annulation de la dette extérieure que les saigne à blanc ?

Ou quelqu'un croit-il encore que les politiques fiscales des pays pauvres vont commencer à redistribuer la richesse, ne serait-ce, comme elles l'ont fait il y a à peine quelques dizaines d'années (*vous en souvenez-vous ?*), que sous forme de services primaires, éducation, santé, habitation ?

Si nous voyons les choses ainsi, pourquoi ne pourrions-nous pas penser (comme David anxieux) : comment préparer nos frondes ? Comment découvrir où il existe des réseaux solidaires qui multiplient tous les jours les pains et les poissons ? Que pouvons-nous apprendre de chacun d'eux ? Comment les relier ? Certainement pas pour faire de la charité, ni pour exercer un

néoclientélisme ! Mais pour redécouvrir ce que nous avons permis que l'on nous cache ces dernières décennies : *que les choses peuvent être faites d'une autre manière*. Que la pensée unique - dans toutes les disciplines – commence à être vaincue. Que non seulement il nous faut croire qu'un autre monde est possible, mais qu'en outre, il est de notre responsabilité de voir où il est déjà en cours de construction et où il acquiert des formes nouvelles !

Pourquoi ne pas penser ensemble : avec de l'*intensité* de la *créativité*, au pays des piquets de grève, des casseroles, des clubs de troc et des assemblées de quartier, (presque) tout *est possible* ! Intensité et créativité, l'imagination est vive, l'espoir brûle, mais n'attend pas.

En pensant à la responsabilité que nous sentons envers les jeunes que nous rencontrons tous les jours, je ne pourrais pas ne pas me rappeler une autre femme qui a marqué ma vie, Tzvetáieva de Maxime Gorki, dans ses Petits Bourgeois, qui, à une Tatiana désenchantée qui lui demandait « Et vous, que pouvez-vous voir aujourd'hui du futur ? », lui répondait, avec passion :

« *Ce que vous voulez y voir !* »

7. Bibliographie

Austin, J.

Cómo hacer cosas con palabras.

Buenos Aires, Paidós, 1982.

Blanc, J. (original Francés en <http://money.socioeco.org> , texto de referencia)

Monedas paralelas. Evolución y teorías del fenómeno.

Venado Tuerto (Santa Fe), Revista Lote, No. 34 : 16-27, 2000

Bleichmar, S.

Dolor País.

Buenos Aires, Libros del Zorzal, 2002.

Bombal, I.G. y M. Svampa

Movilidad social ascendente y descendente en las clases medias argentinas: un estudio comparativo.

Buenos Aires, ICO, UNGS, 2000.

Braudel, F.

La dinámica del capitalismo

Madrid, Alianza, 1985.

Callon, M. y Latour, B.

La science telle qu'elle se fait. Anthologie de la sociologie des sciences de langue anglaise. Paris, La Découverte, 1991

Coraggio, J.Luis

Desarrollo Humano, Economía Popular y Educación.

Buenos Aires, Editorial AIQUE- IDEAS, 1995.

Coraggio, J.L.

Las redes de trueque como institución de la economía popular.

En "Economía Popular Urbana: una nueva perspectiva para el desarrollo local.

ICO, UNGS, 1998.

Coraggio, J.L.

Política social y economía del trabajo. Alternativas a la política neoliberal para la ciudad. Buenos Aires, Miño y Dávila, UNGS, 1999.

Davies, G.

A History of Money from Ancient Times to the Present Day

Cardiff, Universidad de Gales, 1994

De Gregori, W.

Cibernética Social y Proporcionalismo.

Bogotá, ASICS, 1998.

Deleuze, G.

Que es la filosofía?

México, FCE, 1997.

Eisler, R.

The power of partnership: seven relationships that will change your life,

New York, New World Library, 2002, www.partnershipway.org

Flores, F.

Inventando la empresa del Siglo XXI

Santiago, Dolmen, 1989.

Flores, F.

Creando organizaciones para el futuro.

Santiago, Dolmen, 1993.

Flores, F., Dreyfus, H. y Spinosa, C.

Abrir nuevos mundos: habilidad empresarial, democracia y solidaridad.

Santiago, Taurus, 2001

Forrester, V.

El horror económico.

Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1999.

Forrester, V.

Una extraña dictadura.

Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2000.

Gesell, S.

Die natürlich Wirtschaftsordnung durch Freiland und Freigeld,

Hamburg, Gauke Verlag, 1916.

Gesell, S.

El orden económico natural por libretierra y libremoneda, tomo II

Buenos Aires, Ed. E. Gesell, 1936, pp 155 -162.

Greco, T.

Money and Debt: a solution to the global crisis.

Tucson, AZ, THGJ, 1989.

Greco, T.

New Money for healthy Communities.

Tucson, AZ, THGJ, 1994.

Heidegger, M.

Ser y tiempo (1927)

México, FCE, 1967.

Juruá, C.

O vazio na economia: o deserto e as miragens.

em Formas do Vazio: desafios ao sujeito contemporâneo, Da Poian, C.

Sao Paulo, Via Lettera, 2001.

Juruá, C.

O triângulo perverso do capital financiero,

FSM Porto Alegre, 2002, www.forumsocialmundial.org.br

Kennedy, M.

Dinero sin inflación ni tasas de interés.

Buenos Aires, Nuevo Extremo, 1998

Kelly, K.

Out of Control. The New Biology of Machines, Social Systems and the Economic World.

New York, Addison Wesley, 1994.

Kelly, K

Nuevas reglas para la nueva economía.

Buenos Aires, Granica, 1999.

Kuhn, T.S.

La estructura de las revoluciones científicas.

México, Fondo de Cultura Económica, 1972

Latour, B.

La vie de laboratoire.

Paris, La Découverte, 1988.

Latour, B.

La Science en action.

Paris, La Découverte, 1989.

Latour, B.

La retórica científica: ¿en qué consiste la fuerza de un argumento?

(mimeo, CNRS, Francia, 1986), traducción H. Primavera, 1993.

Lietaer, B.

Misterium Geld. Emotionale Bedeutung and Wirkungsweise eines Tabus.

München, Riemann Verlag, 2000.

Lietaer, B.

The future of money: Creating new wealth, work and a wiser world.

London, Century, 2001.

Maturana, H y Varela, F.

Autopoiesis and Cognition: The realization of the living.

Dordrecht, Reidel, 1980.

Maturana, H y Varela, F.

El árbol del conocimiento.

Santiago, Universitaria, 1984.

Morisio, C.

"¿Son los clubes de trueque una alternativa al desempleo en Argentina?"

Buenos Aires, CEMA-ISEG, 1998.

Partant, F.

La fin du développement. Naissance d'une alternative?

Paris, Babel, 1997

Poggiese, H.

“Grandes ciudades y gestión participativa”.

Serie PPGA , Buenos Aires, FLACSO, 1995.

Poggiese, H. y Redín, M. E.

“La Región Oeste de la Ciudad de Buenos Aires: La gestión asociada en la red regional”, Serie Documentos e Informes de investigación No 220, Buenos Aires, FLACSO, 1997.

Poggiese, H. *et al*

“El papel de las redes en desarrollo local como prácticas asociadas entre estado y sociedad” en *Los Noventa*, D. Filmus (comp.), Buenos Aires, Eudeba/FLACSO, 1999.

Powell, J.

Petty capitalism, perfecting capitalism or post-capitalism? Lessons from the argentinian barter network.

The Hague, Institute of Social Studies, Working Papers Series N° 357, enero 2002.

Primavera, H.

"Unicornios: entre la Utopía y la responsabilidad social. La experiencia del trueque en Argentina", in "Expanding people's spaces in globalising economy", Hanasaari, Finland, 5 - 9.9.1998 (mimeo).

Primavera, H.

"Reshuffling for a new social game: the experience of Global Barter Network in Argentina"

in Proceedings del Encuentro Diálogo Global: "Expanding people's spaces in globalising economy", Hanasaari, Finland, 5 - 9.9.1998.

Primavera, H.

"La moneda social de la Red Global de Trueque en Argentina: ¿ barajar y dar de nuevo en el juego social ?"
Actas del Seminario Internacional sobre "Globalización de los Mercados Financieros y sus efectos en los países emergentes", organizado por el Instituto Internacional Jacques Maritain, la CEPAL y el Gobierno de Chile, Santiago, 29 - 31.3.1999.

Primavera, H.

"Gerencia Social y epistemología: reflexiones acerca de la construcción de herramientas de intervención" en Fried Schnitman, D y Schnitman, J. Nuevos paradigmas en la resolución de conflictos, Buenos Aires, Granica, 2000. (a)

Primavera, H.

"Política social, imaginación y coraje: reflexiones sobre la moneda social" en
Reforma y Democracia, Caracas, CLAD, 17: 161-188, 2000. (b)

Primavera, H.

"Moneda Social: ¿gattopardismo o ruptura de paradigma?"

Texto de Lanzamiento del Foro Electrónico sobre Moneda Social, febrero 2001

<http://money.socioeco.org> (versión actualizada en julio 2001) (a)

Primavera, H.

La moneda social como palanca del nuevo paradigma económico,
Cuadernos de Propuestas de la Alianza para un Mundo Responsable, Plural y
Solidario, PSES, Agosto 2001, <http://money.socioeco.org> (b)

Primavera, H.

Redes de trueque en América Latina: QUO VADIS?

Portafolio de Experiencias N° 4, 2001 – 2002 (c)

www.urbared.ungs.edu.ar

Primavera, H. en van Arkel, H., Albuquerque, P., Ramada, C. y Primavera, H. (org).

Onde está o dinheiro? Pisas para a construção do Movimento Monetário Mosaico.

Porto Alegre, Instrodi, 2002. (a)

Primavera, H.

Reinventando el Mercado: redes de trueque seis años después.

Informe del Programa de Investigación y Desarrollo sobre Monedas complementarias y Economía Social, Facultad de Ciencias Económicas, Universidad de Buenos Aires, 2002. (b)

Primavera, H.

Capitalisme financier, crise mondiale et construction d'un cas exemplaire: l'Argentine des années 2000.

Paris, MAUSS, en prensa, 2002. (c)

Razeto, L.

Economía popular de solidaridad: identidad y proyecto en una visión integradora.

Santiago, PET, 1990.

Razeto, L.

Fundamentos de una teoría económica comprensiva.

Santiago, PET, 1994.

Razeto, L.

Desarrollo, transformación y perfeccionamiento de la economía en el tiempo.

Santiago, Universidad Bolivariana, 2000.

Schuldt, J.

Dineros alternativos para el desarrollo local,

Lima, Universidad del Pacífico, 1997

Simmel, G.

Philosophy of Money (1900)

Londres & Nueva York: Routledge, (2ª. Ed. Inglés), 1990

Singer, P.

Globalização e Desemprego: diagnóstico e alternativas,

São Paulo, Contexto, 1998.

Singer, P.

Clubes de trueque y economía solidaria.

Buenos Aires, Revista TRUEQUE N° 3, pp39 - 40, 1999.

Tavernier, M.

La monnaie criminale de Pesant de Boiguilbert (mimeo)

Paris, 1999, AISE- Association Internationale pour le Soutien de l'Ecosophie,

Varela, F., Thompson, E, y Rosch, E.

De cuerpo presente. Las ciencias cognitivas y la experiencia humana

Barcelona, Gedisa, 1992.

Varela, F.

What a relief! I don't exist: Buddhism and the Brain (Wes Nisker),

Inquiring Mind, vol.16 No.1, 1999, p.7-9.

Veintitrés (Revista semanal)

“Los que “inventaron” el trueque”, entrevista al actual “Consejo Asesor” del PAR, 5.09, pp 72-75; “Hacia una ética del periodismo: verdadero y “trucho” en las redes de trueque”, respuesta de H. Primavera en la sección [C@rtas](#), 19.09, pp 43-44, Buenos Aires, 2002.

Viveret, P.

Réconsiderer la richesse - Informe de Misión, Ministerio de Economía,

Secretaría de Estado de la Economía Solidaria, Francia, Marzo 2002,

<http://www.place-publique.fr/esp/richeesse/index.html>

Watzlawick, P.

La realidad inventada.

Buenos Aires, Gedisa, 1989.

Watzlawick, P. y Krieg, P. (comp)

El ojo del observador. Contribuciones al constructivismo.

Barcelona, Gedisa, 1994.

Winograd, T. and Flores, F.

Understanding Computers and Cognition. A New Foundation for Design.

New York, Addison Wesley, 1986.

Wittgenstein, L. (1953)

Investigaciones Filosóficas.

México, UNAM, 1967.

Sitios Web de consulta: <http://money.socioeco.org> www.urbared.ungs.edu.ar <http://socioeco.org>
www.alliance21.org www.redlases.org.ar www.redsolidaria.com.br www.economiasolidaria.net

[1] Enseignante et Coordinatrice du Champ de l'Administration sociale du DEA en Administration Publique, Faculté de Sciences Économiques de l'*Universidad de Buenos Aires*, directrice du Programme de Recherche et Développement sur les Monnaies complémentaires et l'Économie sociale primaver@econ.uba.ar heloisa@alliance21.org www.redlases.org.ar <http://money.socioeco.org>

[2] Où M = marché ; mp = matière première ; co = connaissance ; P = producteurs ; C = consommateurs. Si sur le marché officiel l'« information » est la monnaie « rare », antisociale, déterminée par les conditions politiques de chaque « Banque centrale », dans l'économie solidaire locale, sur une petite échelle, la « monnaie sociale » peut être aussi abondante que l'adéquation de la « capacité de produire / capacité de consommer » le permet...